



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

10/09/2026

Rapport au Comité National du 05 septembre 2026

Chers camarades,

Situation internationale

La situation internationale ne peut se lire que comme la résultante des affrontements internes au système capitaliste à son stade impérialiste. Notre hebdo s'en fait régulièrement l'écho et nos analyses, détonnent avec beaucoup de points de vue développés par des gens se réclamant de la gauche ou du mouvement communiste, se vérifient jour après jour. A la source, il y a la fameuse baisse tendancielle du taux de profit, mise à jour par Marx. Les profits des capitalistes, dans le monde, continuent souvent d'augmenter, mais de moins en moins vite, particulièrement pour les multinationales de l'impérialisme occidental. Dans un marché désormais sans élargissement possible puisqu'il est constitué de l'ensemble de la planète, la concurrence des multinationales ne peut s'exercer que par la ruine des rivaux et/ou par la conquête par la pression militaire ou la guerre de nouvelles ressources.

Revenons sur quelques illusions pour lesquelles nous avons largement contribué, et nous le faisons encore, à dissiper.

Comment expliquer la stratégie de l'impérialisme US ?

L'offensive tous azimuts, économique et militaire, menée par Trump depuis son accession au pouvoir, au nom des multinationales US, est volontairement mal expliquée par les véhicules de l'idéologie dominante, les *media*, et parfois mal comprises, voir même dans les rangs de gens fermement opposés à l'impérialisme US, car il leur manque la lecture de classe.

Dans un article publié dans l'hebdo le 5 août dernier, nous en avons fait litière de l'idée que les actes des impérialistes US seraient issus des lubies de Trump et non des nécessités pour les multinationales US. Nous écrivions ceci : *« Il est de bon ton sur les plateaux télé, comme dans les media en général, sans oublier les salons, surtout de gauche, de juger la politique des États-Unis à l'aune des humeurs de leur Président Donald Trump. Cette approche personnalisée a l'avantage pour les thuriféraires du système capitaliste de passer sous silence une donnée essentielle : la politique de la plus grande puissance capitaliste, disputant son hégémonie au sein du système impérialiste à celle montante qu'est la Chine et ses alliés dans le bloc euro-asiatique en formation, ne naît pas dans la tête de Trump mais bel et bien dans les exigences des monopoles capitalistes l'ayant porté au pouvoir. Ce bref rappel pour dire, ce qui détermine en dernier ressort la politique des puissances capitalistes dans leurs affrontements au sein du système impérialiste pour la maîtrise des matières premières et des technologies, des voies de communication et de la force de travail, ce sont la valorisation du capital au travers des taux de profits et conséquemment l'accumulation du capital. »*.

Nous combattons aussi régulièrement cette idée : l'impérialisme US serait soumis aux sionistes et ferait la guerre pour l'entité coloniale génocidaire, même affirmation proposée afin d'expliquer la situation au Venezuela et en Amérique latine en général, puisque que les gouvernants nouveaux ou anciens comme Delcy Rodriguez rétablissent des relations diplomatiques et économiques avec l'État colonial sioniste. La fable de l'inversion rituelle qui fait des sionistes les maîtres des USA et non ce qu'ils sont réellement, leur prolongement, une carte, certes importante, dans leur jeu. Tout cela s'explique par une analyse en termes de lobbies, et non de rapports de classe, et absolument pas du stade impérialiste actuel, et qui fait litière du rôle éminent des puissances

impérialistes, britannique puis US dans la création d'un État tampon, constituant leur proxy. C'est aussi parce qu'il est difficile de comprendre l'impunité des sionistes, quand on n'a pas la grille de lecture de classe et qu'on s'illusionne à vouloir une intervention positive des gouvernements de l'UE, le nôtre en particulier, alors que nos multinationales sont actrices de la colonisation en Palestine et l'État bourgeois français restant une puissance totalement impérialiste, prête à toutes les aventures néocoloniales. Si cette idée permet de rassembler, aux USA, où la compréhension des enjeux politiques et économiques n'est pas franchement généralisée, des gens nombreux contre la guerre, elle n'en demeure pas moins fausse.

La stratégie des dirigeants US relève bien d'une seule motivation : la défense absolue des intérêts de leurs multinationales. C'est vrai au Venezuela, mais aussi en Iran. L'ennemi, c'est la Chine, les USA s'évertuent à la chasser des échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud, et auraient aimé faire de même au Moyen Orient. L'Iran n'est pas le Venezuela ; son gouvernement et son peuple ont montré leur volonté de résister quoi qu'il arrive.

Ni monde unipolaire, ni monde multipolaire, simplement les contradictions internes au stade impérialiste

Décidément, seule une analyse du stade actuel de l'impérialisme, comme nous nous efforçons d'y procéder systématiquement, permet de comprendre ce qui se passe et les enjeux. Cela s'applique pleinement à l'analyse de la situation actuelle dans le stade impérialiste. Une idée, également illusoire, est assez répandue : il n'existerait qu'un seul bloc impérialiste, l'occidental, et nous assisterions à un affrontement entre les partisans d'un monde unipolaire, sous la direction US et ceux d'un monde multipolaire, sans direction impérialiste, mais avec tout de même un rôle éminent de la Chine et, à un degré moindre, de la Russie. Toute cette analyse erronée a pour cause, entre autres, une analyse déficiente de ce qu'est la Chine, puissance impérialiste dans laquelle ce n'est pas le prolétariat, mais bien le Capital la classe dominante et pour conséquence, entre autres aussi, de considérer que la guerre en Ukraine n'est pas une guerre impérialiste dans laquelle s'affrontent les intérêts des blocs rivaux pour les richesses du sol, et de choisir un camp, celui de la Russie.

Il n'existe pas plus de monde unipolaire que de monde multipolaire, ni actuellement, ni en devenir. Seul existe le stade impérialiste et ses contradictions internes. Et elles traversent même le bloc dit multipolaire. L'attitude du gouvernement vénézuélien actuel, rallié à la Bourgeoisie compradore a enfoncé un sacré coin dans la Théorie consistant à croire que des États non socialistes pourraient être anti-impérialistes et définitivement enterré la fable du « socialisme bolivarien ». Que des mesures progressistes aient été décidées et mises en œuvre notamment du temps d'Hugo Chavez est indéniable. Mais aucune n'était de caractère socialiste, à aucun moment le prolétariat vénézuélien n'a été établi comme classe dominante, aucune tentative en ce sens n'a été faite. Plus largement, on peut faire le bilan de vingt ans d'expérience de la gauche latino-américaine, croyant arriver au pouvoir par les urnes et établir ainsi un régime progressiste alors que, dans les faits, elle légitimait simplement la démocratie bourgeoise via son processus électoral. Si l'on met de côté la Bolivie, où les masses populaires continuent de résister au gouvernement de Rodrigo Paz, soutenues par un Morales toujours actif, force est de constater que la vision de l'élection comme seul moyen pour parvenir au pouvoir et des politiques souvent moins progressistes que prévu ont emmené, fraude électorale ou pas, coup d'État ou pas, la « gauche » latino-américaine au désastre. Le renversement du pouvoir au Venezuela n'est qu'un épisode de plus de ce triste constat. Tous ces dirigeants, à part Evo Morales, se sont éloignés de la perspective révolutionnaire, ou en ont toujours été éloignés, ou ont participé à des coalitions empêchant de fait des mesures vraiment de nature à changer la donne. Cet abandon, ou cette non prise en compte, ou encore cette mise de côté de la lutte des classes leur ont été fatals.

Enfin, même dans le bloc officiellement opposé à l'impérialisme occidental, tout est loin d'être simple. Les BRICS, vus par certains voient comme le recours, voire le fin du fin de la lutte anti-occidentale, sont traversés de nombre de contradictions. Ils comptent deux pays, l'Arabie saoudite et surtout les Émirats Arabes Unis, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont joué un rôle très ambigu dans le temps suivant l'agression impérialiste US contre l'Iran, également membre des BRICS. Nous avons l'Inde, dont, sans être grand clerc, on comprend que les intérêts de ses multinationales ne vont pas souvent dans le sens de ceux de ses partenaires de BRICS, la Russie et surtout la Chine. Enfin, les pays d'Asie centrale, anciennes républiques socialistes soviétiques, sont très convoités en raison de la richesse de leur sol. Si la tentative d'influence des USA a fait long feu, si celle de la Russie reste importante, la Chine est entrée dans le jeu et fait, sur ce terrain, concurrence à son allié russe.

Le rôle central de la Palestine (I)

Pour finir, il ne saurait être question d'aborder la situation internationale sans évoquer la Palestine et son rôle essentiel pour tous les travailleurs et les peuples désireux de s'émanciper de l'impérialisme. La Palestine est un excellent révélateur. Les concepts marxistes permettent d'identifier, chez les militants politiques, les lignes tenues par les uns et les autres en fonction de la composition des rapports de force. Lorsque les événements forcent au positionnement clair, ça clarifie les lignes. Le génocide de Gaza, la question coloniale et celle de la libération nationale de la Palestine permettent de faire le tri entre les positions pro-sionistes de gauche, ambiguës, ne prenant

pas en compte la question coloniale et les positions vraiment anti-impérialistes de ceux soutenant la libération de la Palestine du fleuve à la mer. La preuve par la Palestine est d'une efficacité redoutable. Elle dessine le paysage de classe avec une incroyable précision. C'est aussi un moyen de glisser vers l'analyse de la situation en France, car le rapport à la Palestine y est déterminant afin d'observer le clivage entre la « gauche » social-démocrate dans son essence et les militants révolutionnaires.

Concernant les partisans de la libération nationale de la Palestine, rien n'est plus urgent que de parler sans cesse de la situation à Gaza et dans toute la Palestine, et d'en rappeler tous les enjeux. Il faut, bien sûr, dénoncer les bombardements n'ayant jamais cessé, la destruction systématique des habitations à Gaza, un modèle qui ressort au Sud du Liban, dénoncer la torture dans les prisons, dénoncer le commerce avec les colonies sionistes en Cisjordanie occupée, les Bédouins chassés de chez eux dans le Néguev occupé et l'occupation et la colonisation de la Palestine, en général.

Soyons les porte-voix de celles et ceux que l'on veut effacer. Et, donc, dénonçons, certes, mais ne nous contentons pas de dénoncer. Cela signifie ne pas s'en tenir à la vision des Palestiniens comme des victimes, mais malgré tout, comme un peuple construisant sa propre libération nationale. Et ne pas non plus en rester aux explications de notre « gauche » bien-pensante sur la soi-disant « paix juste et durable ». C'est la paix coloniale, rien d'autre et ne remet jamais en doute l'existence de l'État colonial sioniste autant dire la poursuite de la colonisation.

La situation en France

Avant d'aborder les questions économiques et sociales, nous diront un mot des questions idéologiques en poursuivant le fil de la Palestine.

Le rôle central de la Palestine (II)

Dans leur grande majorité, les gens de « gauche » refusent d'analyser correctement la situation coloniale en Palestine. Et la raison en est simple, ils sont indélébilement marqués par l'héritage idéologique de la colonisation, de l'impérialisme français, des « Lumières » de Voltaire. Leur position consiste à dénigrer le Hamas ou la Résistance armée, expliquant aux Palestiniens qui doit organiser la résistance et comment. Les mêmes, toujours, parlent de paix et non de libération nationale de la Palestine. Les mêmes, encore, parlent de « solution à deux États » permettant de facto le maintien de la colonisation. Les mêmes encore parlent de « complicité » des impérialistes occidentaux et non de leur implication directe dans la colonisation. Ce sont enfin les mêmes qui tentent objectivement d'épargner l'impérialisme français en le disant sous pression des lobbies comme le CRIF. Dans ce cadre, la dénonciation de toutes les personnes publiques favorables au génocide est une nécessité, afin que chacune d'elles et chacun d'eux ne puisse continuer à afficher des positions favorables à l'État colonial sioniste.

Il faut le dire à nouveau ; les Résistants palestiniens combattent le même ennemi nous opprimant : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort en faveur de notre propre émancipation. Un peuple luttant pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française. Le combat de la Résistance palestinienne, affrontant directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

La séquence électorale et l'absence de combat anticapitaliste

La séquence des universités d'été des différentes organisations puis la relance de l'actualité de l'élection présidentielle font la une des media, ceci accompagné du désormais rituel discours raciste, déversé tant sur le soi-disant service public, c'est-à-dire les media d'État, comme sur les chaînes privées, accompagné de l'assourdissant silence sur les crimes racistes qui ne le dispute qu'à celui sur le génocide de Gaza.

Nous avons eu droit, d'abord, pour les derniers jours d'août, au sujet unique et incontournable, la canicule et les incendies, à gauche contre le réchauffement climatique, à droite contre l'absence des mesures de protection comme le débroussaillage, attribuée aux écologistes. La question des moyens déployés ou plutôt inexistants a fini par se tailler un chemin, mais ce fut bien difficile. Même si le sujet est important, en parler tout le temps, jusqu'à la nausée ne poursuivait qu'un but, ne pas parler d'autre chose et, en particulier des conditions de la rentrée pour les travailleurs et de la responsabilité du système capitaliste.

Épisode suivant, le fameux débat à sept candidats réels ou possibles à l'élection présidentielle, débat abrité et organisé par le MEDEF, c'est-à-dire le grand patronat et, derrière, le grand Capital. Tout le monde, même Tondelier et Mélenchon, a accepté sans mot dire d'y participer, ceci est en soi tout un symbole, que le débat a été diffusé y compris par les *media* d'État et quelques-uns (Roussel et Lisnard) se sont juste indignés de n'avoir pas

été invités. Dans la foulée, il y aura bientôt, sur LCI, un débat entre Hollande et Philippe, celui-ci risque tout de même de moins passionner les foules.

Un million de personnes ont donc assisté au débat du MEDEF. Ils ont vu sept candidats, dont pas un n'a évoqué les responsabilités du système capitaliste, ni la nécessité de le renverser. Mélenchon a avancé l'idée de l'augmentation des salaires, manifestement sous les rires des patrons, mais n'est allé guère plus loin. Pour ce qu'il est convenu d'appeler l'aide aux entreprises, Mélenchon se contente de la position globale de la gauche et de la CGT, pas d'aide sans contrepartie. Impliquant, comme la CGT, il fait l'impasse sur le fait que, dans ces cadeaux au patronat, il existe les exonérations de cotisations sociales, celle-ci ne devraient en aucun cas exister, car elles sont un cheval de Troie pour casser la Sécurité sociale. En affirmant qu'il est pour le capital productif et contre le capital spéculatif, Mélenchon montre qu'il n'a pas compris que nous étions dans le stade impérialiste où chaque capitaliste peut être à la fois dans la production et dans la spéculation.

Capitalisme actuel et part du spéculatif

Il faut s'arrêter quelques instants sur cette mise en avant du capitalisme spéculatif, le PCF le fait aussi, et la CGT. Elle sert de paravent à tout un édifice idéologique visant à affirmer que, en France et dans l'Union européenne, il y aurait une forme de changement de nature du capitalisme, lequel serait construit sur une bulle financière et non sur la production. Ainsi, une économiste du symbole même de la collaboration de classe, la CES (Confédération Européenne des Syndicats) a pu écrire dans une étude : *« Le problème tient au fait que le capital a été autorisé, voire encouragé, à s'orienter vers des rendements financiers plutôt que vers le renouveau productif. La leçon à en tirer en matière de politique publique est claire. La financiarisation ne résulte pas d'une dynamique naturelle du marché. Elle est façonnée et entretenue par une architecture institutionnelle. »*. Nous avons là la thèse formulée et une défense active de la main invisible du marché qui, s'il elle n'était pas dérangée par les décisions politiques, apporterait naturellement le bonheur à tout le monde. Mais, au-delà de cette défense, le constat affirmé est faux. En réalité, ce qui caractérise la situation, c'est la baisse de rentabilité du Capital. Ainsi, entre 2000 et 2024, la marge bénéficiaire brute médiane des entreprises de l'étude de la CES a baissé de 15 %. Or, lorsque la rentabilité du capital investi dans des activités productives diminue, alors, le capital thésaurise ses liquidités ou se tourne vers des investissements plus spéculatifs mais plus rentables dans des actifs financiers, ce que Marx appelait le " capital fictif ". Toutefois, la valeur est créée, hier comme aujourd'hui, par le travail humain, par les travailleurs, par les connaissances et les compétences accumulées au fil des générations. En outre, les revenus financiers ne représentent que 3,7 % du revenu total des sociétés non financières, une part dérisoire. Le capitalisme n'a pas changé de nature.

Alors pourquoi cette offensive idéologique sur un prétendu capitalisme qui serait coupé de la production et de plus en plus basé sur la spéculation alors que la réalité dit l'inverse ? Il s'agit d'un énième avatar des tentatives de ne pas parler du capitalisme, de l'exploitation et de dégager des explications autres, nous éloignant de la lutte des classes. Comme les concepts de néolibéralisme, ou plus récemment, de capitalisme libertarien, cette thèse, on le voit à l'extrait, est aussi un énième moyen de faire passer les questions idéologiques comme premières, de dire que c'est au nom d'un dogme que Macron met en œuvre sa politique, alors que c'est à cause de la baisse tendancielle du taux de profit, un phénomène économique, qui n'a rien d'idéologique. Faire passer l'idéologie en premier, c'est renoncer à la compréhension du fonctionnement du système capitaliste. Le Capital ne choisit aucune idéologie, il utilise tour à tour toutes celles qui ne le remettent pas en cause. Et cela nous emmène à la CGT.

La dérive de la CGT

Nous avons pas mal écrit autour du 54^{ème} congrès de la CGT, pour une simple raison, nous ressentons la nécessité de la présence d'un syndicalisme de lutte des classes pour aider à la lutte contre le capitalisme et nous constatons que la dérive de la CGT a franchi un pas important avec la conversion à la collaboration de classe désormais écrite dans les textes. Sans revenir sur l'ensemble des détails, il est important de caractériser maintenant les éléments de cette dérive.

L'élément essentiel est parfaitement lié à ce que nous disions plus haut des questions idéologiques et économiques, c'est la faiblesse du niveau idéologique de la CGT en général. La bouillie idéologique qui occupe les cerveaux des dirigeants de la CGT et d'une bonne partie de la CGT profonde, se manifeste d'abord par l'idée que le capitalisme pourrait changer de nature, selon la ligne idéologique des dirigeants des États, d'où les notions floues de capitalisme ultralibéral ou capitalisme libertarien et, au final, la focalisation sur « l'extrême-droite ». Ce vide idéologique, ce manque de repères de classe, cette dérive droitiste n'ont jamais été aussi lisibles que dans les écrits du 54^{ème} congrès et les rares discussions de fond qui l'ont illustré. La direction de la CGT ne fait aucune analyse du stade impérialiste et défend même, contre les impérialistes US et russe (qu'elle ne qualifie pas ainsi), l'impérialisme français (et UE), qualifiés, eux, de démocratie. Cette absence de compréhension du fonctionnement du système, voulue ou non, est le cœur du problème. Cela implique l'absence de perception que

c'est la classe capitaliste qui est dominante dans notre pays, que, comme son nom l'indique, elle domine et que l'État est un outil à son service, dont le rôle est de maîtriser les contestations voire les révoltes de la classe dominée. Cela implique aussi la perte du repère essentiel : les raisons des capitalistes, l'explication des politiques qu'ils font mener à leurs fondés de pouvoir, sont économiques, et pas idéologiques.

De cela découle une des deux caractéristiques actuelles de la CGT : le « combat contre l'extrême-droite ». C'est un élément essentiel de la caractérisation de la situation hors de la lutte des classes, et ce d'autant plus que « l'extrême-droite » remplace désormais le Capital comme ennemi dans le logiciel de la CGT. C'est non moins important dans l'inversion faite par la CGT des questions économiques et idéologiques, donnant, contre toute réalité, le primat aux secondes. Le capitalisme, selon la CGT, évoluerait en fonction de courants idéologiques, en général non définis, comme néolibéral, libertarien ou d'extrême-droite. Et non en fonction des nécessités liées à la baisse tendancielle du taux de profit et à la question de l'accumulation du capital. De la même manière cette « lutte » est essentielle pour la défense de notre propre impérialisme, caractérisée par la CGT avec des mots « démocratie » et « République » car le postulat de base c'est : « l'extrême-droite » serait un ennemi de cette « démocratie » et cette « République », alors que, bien au contraire, elle est, comme la direction de la CGT, une composante de notre puissance impérialiste française. Le concept erroné « d'Internationale de l'extrême-droite » sert de socle à toute la pseudo analyse internationale, et explique en partie l'absence totale de référence à la colonisation en Palestine, puisque celle-ci ne trouve aucune place dans ce récit, car tous les États impérialistes européens, comme la France, sont considérés par la CGT comme des « démocraties », en sont parties prenantes.

La seconde caractéristique est la priorité donnée par la CGT à l'immixtion dans la sphère politique aux dépens de la lutte. L'interview récente de Sophie Binet au *Monde* en est un exemple frappant. La secrétaire-générale de la CGT, on peut le voir : « *s'inquiète de la "torpeur" du pays dans le contexte inédit d'une extrême droite proche du pouvoir par les urnes.* » et découvre que le patronat a, aujourd'hui, pour seul intérêt les profits et c'est à cette aune qu'il calcule ses choix politiques. Il serait aisé de lui répondre : beaucoup de travailleurs s'inquiètent de la torpeur de la CGT depuis pas mal de mois face aux attaques sans précédent menées par le relais principal de la classe dominante, l'exécutif macroniste allant de Hollande à Retailleau et parfois de Tondelier à Le Pen, au moment où se construit la destruction finale de tous les conquies sociaux de 45, à commencer par la Sécurité sociale ; et ce n'est pas d'aujourd'hui que le Capital n'a d'intérêt uniquement pour ses profits, cela date de l'apparition du capitalisme. Sophie Binet s'attarde alors sur les questions électorales dans un moment où l'ampleur des coups portés aux salariés nécessiterait de se focaliser sur la lutte plutôt que sur les élections. Ainsi, les seules critiques formulées contre le patronat dans cette interview tournent autour du fait qu'une partie du patronat est en train de faire la courte échelle à l'extrême-droite ; en-dehors de cela, le patronat ne constitue pas un ennemi de classe, le concept même de classe sociale est d'ailleurs absent du discours de Sophie Binet, et ce n'est pas un hasard. Pourtant, la classe capitaliste ne fait la courte échelle à personne, elle réfléchit à qui dirigera bientôt le pays en tant que son fondé de pouvoir. Et le discrédit des macronistes, de Hollande à Retailleau, l'oblige à regarder ailleurs et à éventuellement envisager des hommes de paille pris dans d'autres courants idéologiques, le RN est donc une option sur la table pour l'ensemble de la Bourgeoisie capitaliste. Il s'agit, sans le dire tout à fait, mais en le pensant très fort, de théoriser un mythique axe républicain, dans lequel il faut absolument inclure le patronat. Foin du Capital, haro sur un des courants idéologiques à son service, en épargnant non seulement tous les autres, mais aussi la classe capitaliste en tant que classe aux intérêts communs, visant une politique répondant à la baisse tendancielle du taux de profit, avec ou sans le RN.

Pour bien analyser ce qui arrive au syndicalisme de lutte des classes, il nous faut être lucides sur l'état réel de la CGT profonde. Cela oblige à prendre en compte la perméabilité de la ligne de collaboration de classe parmi les dirigeants et les militants, à tous les niveaux de responsabilité. Mais cela implique aussi de réaliser qu'un nombre non négligeable de cadres de la CGT ne sont pas à leur poste par affinité avec la lutte des classes, mais par volonté de bénéficier d'une sinécure, de ne pas ou pas complètement revenir au travail et de bénéficier des finances de la CGT. L'affaire Le Paon montrait une professionnalisation du syndicalisme CGT à un niveau élevé de responsabilité, elle a désormais gagné les fédérations, les unions départementales et locales, jusqu'à certains syndicats. Éviter le retour au travail, soit en ayant des heures de décharge dans le public ou en étant salarié de la CGT dans le privé est désormais un but. On se construit une carrière, pas forcément avec l'ambition de « grimper », mais avec celle de « demeurer ». Il s'établit une manière de symbiose entre ces militants-là et la direction de la CGT faisant qu'ils ne contesteront jamais l'orientation, de peur de perdre leur sinécure. Enfin, à tous les niveaux de la CGT, la formation est un vide organisé faisant que, pour beaucoup, la lutte des classes n'est plus qu'un slogan creux qu'ils ne comprennent pas.

La nécessité de la lutte

Et pourtant, nous aurions besoin plus que jamais d'une CGT organisant la riposte, tant les coups portés sont violents et nécessitent résistance. Avec la rentrée et la préparation du budget, le chantage à la dette, le gouvernement envisage un catalogue de mesures : trop de déficits publics, les travailleurs ne travaillent jamais

assez, les malades se soignent trop, les retraités sont trop bien lotis et les chômeurs trop indemnisés, les étudiants trop aidés, les protections sociales trop généreuses... Les travailleurs, retraités, actifs ou au chômage, étudiants devraient se serrer un peu plus la ceinture ! Alors que les prix s'emballent : fruits et légumes, gaz, électricité, carburant. Ils leur demandent de payer une dette qui n'est pas la leur. Pour faire des économies, pas question de réduire le budget de l'armée, ou de l'intérieur, de toucher aux 270 milliards d'argent public versés aux capitalistes, ces dépenses creusant les intérêts de la dette et ses taux alimentent l'inflation, renchérissent les crédits et gavent les banquiers : en six mois, l'État français leur versera 77,4 milliards d'euros uniquement pour les intérêts ! Pas question de toucher aux dividendes des actionnaires et aux profits des capitalistes, grimpant de 34% au *premier* semestre 2026, à 73 milliards d'euros (seulement celles du CAC40 !), les réserves de liquidités des cinq groupes bancaires atteignent 1 719 milliards d'euros au 30 juin 2026 !

La rentrée ne peut donc pas être un dialogue social laissant la main à nos adversaires de classe. Les appels à l'action en septembre se multiplient et cela est la traduction du mécontentement croissant, Il faut un véritable plan de bataille de notre classe et ce n'est malheureusement pas la voie se dessinant au niveau des organisations syndicales, y compris la CGT. Les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les services publics sont au cœur des préoccupations de dizaines de millions de travailleurs. Beaucoup de salariés se posent la question : quand allons-nous enfin agir tous ensemble et en même temps afin de taper du poing sur la table et faire reculer le patronat et le pouvoir. Cette exigence du tous ensemble, nous devons la mettre à l'ordre du jour. C'est l'impératif du moment !

L'urgence aujourd'hui, c'est aussi la reconstruction d'un courant révolutionnaire fort et actif au plan syndical et politique, posant clairement dans la lutte de classe la question du changement de société passant par la destruction du capitalisme, mettant fin à l'exploitation de l'Homme par l'Homme ouvrant la voie à la construction d'une société socialiste de coopération des producteurs de richesses. Si nous menons ce combat depuis un moment en faveur de la reconstruction du parti révolutionnaire, nous devons également, désormais, nous préoccuper de celui pour reconstruire un syndicalisme de lutte des classes. Nous sommes donc résolument engagés dans une double bataille, celle de rebâtir et structurer le syndicalisme de lutte des classes et la construction du parti révolutionnaire dont notre pays a tant besoin. Sans illusion, sans sous-estimation de l'ampleur de la tâche, mais sans rester figés sur le constat, sans négliger les luttes et la capacité du prolétariat à se réveiller. Nous devons nous adresser aux militants syndicalistes sensibles à la question de la lutte des classes, autour de nous, et les appeler à réfléchir à l'évolution globale, politique, sociale et idéologique en France depuis la fin des années 80. La fin du parti révolutionnaire a causé la fin de la CGT de lutte des classes. Nous avons tous besoin, nous les travailleurs d'un syndicalisme de lutte des classes, sans compromis, sans intégration au système, sans aucune confiance en l'État bourgeois. Mais, dans ce but, il existe un besoin absolu de la reconstruction du parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce à quoi nous œuvrons depuis notre création en 2002. Ce combat est indissociable de celui permettant de retrouver un syndicalisme de lutte des classes.

Les tâches du Parti

Le congrès constitutif de la Jeunesse communiste et les perspectives ouvertes

Lors de la dernière réunion du Bureau National, nous avons abordé la question de la recréation de la JC à l'issue d'un congrès tenu en avril dernier. Les 80 délégués présents représentaient les centaines de participants aux réunions préparatoires ayant eu lieu dans presque toutes les grandes villes. Les portraits affichés lors du congrès, ceux de Guy Moquet, Danielle Casanova, le Colonel Fabien, Gilles Tautin et Pierre Overney témoignent de la volonté des organisateurs de tisser un fil entre les héros communistes de la lutte pour la révolution et contre le nazisme, sans oublier, ceux qui, à leur manière, contestèrent la ligne opportuniste du parti Communiste Français, ligne conduisant à la liquidation de ce parti comme parti révolutionnaire. On retrouve ce lien dans l'affirmation de reconstruction d'un Parti Communiste de France, évidemment riche de sens et nous l'apprécions comme tel.

Tout au long de ce congrès, les délégués ont, dans leurs interventions et la discussion des amendements au texte d'orientation, insisté et soutenu l'idée de la nécessité d'une JC sur une ligne révolutionnaire en partant de l'analyse des réalités du capitalisme dans sa forme impérialiste aujourd'hui.

Notre parti était l'un des invités de ce congrès et a participé avec beaucoup d'attention et d'intérêt. Son représentant s'est exprimé en ces termes s'adressant aux participants : *« Nous avons toujours dit que la lutte contre l'impérialisme, en particulier la lutte du peuple palestinien, allait constituer une avant-garde révolutionnaire dans la jeunesse et je crois que nous en avons la démonstration aujourd'hui ! Demain, nous avons la réunion de la direction de notre parti et je suis chargé de faire un rapport sur ce week-end. Ce que je vais dire, c'est que ce qui s'est passé pendant ces 4 jours, c'est un pas important qui peut être décisif dans la construction du parti révolutionnaire en France, loin des champs politiques. »*

La réunion de notre direction a confirmé cette appréciation. La reconstitution de la JC sur les bases qu'elle s'est fixée à son congrès est un événement d'une grande portée en faveur du combat révolutionnaire. Notre parti s'est

organisé afin de travailler à la reconstruction d'un parti communiste en France, il apprécie la tenue du congrès de la JC comme un pas en avant dans ce sens. Dans ce processus, nous prendrons toute notre place, apportant notre point-de-vue sans donner de leçon, avec le souci de contribuer à la jonction entre le mouvement de la jeunesse et les forces révolutionnaires de notre classe.

Il convient d'être très attentif aux développements de la JC. En Région Ile-de-France des contacts se nouent avec la JC mais aussi avec FSE. Pour la JC, les camarades rencontrés sont sur des orientations très proches des nôtres en particulier sur la question de l'impérialisme et ils sont sensibles à l'idée qu'il faut reconstruire un Parti Communiste sur des bases de classe. S'ils sont parfois, un peu rapides dans l'évaluation du rapport de force et sous-estimant la puissance des forces capitalistes, certes leur existence et leur action sont globalement positives. Nous devons les rencontrer, discuter et aller à des actions communes avec eux.

Notre activité

Plus de sympathisants qu'en 2025 ont envoyé régulièrement des dons à la souscription. Le Parti Révolutionnaire Communistes fait des adhésions de jeunes actifs. C'est un renforcement très positif dans cette période d'exaspération de la lutte de classe. Une attention toute particulière doit être portée aux formations que nous organisons où des questions fondamentales dans la lutte à mener contre le capital, doivent être dominées par notre parti : impérialismes, capitalisme, lutte de classe, taux de profits, lutte de classe, concepts fondateurs d'un mouvement révolutionnaire.

Nous avons publié deux journaux en 2026, notre Communistes-hebdo alimente le débat politique, sans faillir. Nous avons franchi un saut qualitatif avec le résumé économique et social à la confection duquel huit camarades participent régulièrement et sert, encore plus qu'avant, de référence pour nombre de syndicalistes.

Nous avons rencontré à plusieurs reprises la nouvelle JC ou ses militants avant sa recreation, nous avons également rencontré le FSE (fédération syndicale étudiante), organisation syndicale de lutte des classes.

Notre congrès

La même réunion du bureau national a décidé de convoquer le X^{ème} congrès du parti en novembre à Paris. Nous devons valider aujourd'hui le projet de document d'orientation que tout le monde a dû recevoir. Il se compose de quatre chapitres :

- l'approfondissement et l'accélération des affrontements au sein de l'impérialisme –

Il s'agit de montrer les liens et la logique des affrontements au sein de l'impérialisme : Ukraine, Palestine, Moyen-Orient, Afrique, Amérique Latine ; mais aussi de montrer comment l'ordre du monde est de plus en plus modelé, déterminé par l'affrontement États-Unis/Chine et analyser ce qui nourrit ces affrontements en termes de profits et d'accumulation du capital.

- Le rôle des États dans le processus d'extraction de la plus-value et d'accumulation du Capital et les conséquences directes sur le travail salarié –

Il s'agit de répondre à la question : « Pourquoi les réformes ? », et de regarder de quelles forces politiques dispose le capital. Y est introduit le choix de la désindustrialisation et de ses conséquences dans l'affaiblissement des marges de manœuvre de la France.

- Bannir la collaboration de classe : reconstruire d'un même mouvement, un courant syndical de lutte des classes et le parti révolutionnaire –

Il s'agit de s'attacher à montrer le choix cardinal : collaboration ou lutte de classe et d'argumenter sur la nécessité de travailler d'un même pas à la reconstruction d'un syndicalisme de classe et d'un parti révolutionnaire.

- dans quel contexte mondial se déroule la lutte des classes et quelles sont nos tâches ? -

Il s'agit de décliner ces problématiques en termes d'organisation et de tâches du Parti révolutionnaire Communistes en soulignant le lien profond entre lutte de classe au plan national et international, en clarifiant la question de l'impérialisme, en reconnaissant la centralité de la lutte de libération nationale du peuple palestinien, en soulignant le lien étroit entre la question syndicale et politique.

Le texte peut être évidemment amendé pendant la réunion avant d'être validé.